

## Léon Blum, L'oeuvre de Léon Blum

**Légende:** Ancien président du Conseil français et éphémère ministre des Affaires étrangères, le socialiste français Léon Blum place le Plan Marshall dans une large perspective européenne et propose d'en confier l'organisation pratique à la Commission économique des Nations unies pour l'Europe mise en place à Genève en mars 1947.

**Source:** BLUM, Léon. L'oeuvre de Léon Blum (1947-1950). Paris: Albin Michel, 1963. 476 p. p. 25-26.

**Copyright:** (c) Albin Michel

**URL:** [http://www.cvce.eu/obj/leon\\_blum\\_1\\_oeuvre\\_de\\_leon\\_blum-fr-98143263-d82c-4b13-9ae1-0b3b2983d273.html](http://www.cvce.eu/obj/leon_blum_1_oeuvre_de_leon_blum-fr-98143263-d82c-4b13-9ae1-0b3b2983d273.html)

**Date de dernière mise à jour:** 06/01/2017



[...]

### L'Europe devant le Plan Marshall

Dès hier, Charles Dumas a marqué le caractère et fait ressortir l'importance du discours prononcé par le général Marshall devant l'Université Harvard.

Ainsi qu'on a pu en juger, le général Marshall s'approprie entièrement les thèmes déjà développés par son ancien collaborateur M. Dean Acheson. Il les confirme, mais les dépasse. M. Acheson avait affirmé dans son discours de Cleveland que le gouvernement américain n'envisageait pas un Prêt-Bail de la paix comme une opération politique, qu'il n'entendait pas user de l'octroi ou du refus des crédits comme d'un moyen de lutte contre certaines nations d'Europe, comme d'un moyen de pression vis-à-vis de certaines autres. Le général Marshall ne se borne pas à l'affirmer ; il le prouve.

L'intention politique, la manifestation politique ne pourraient résider que dans le choix fait par les Etats-Unis de leurs débiteurs européens. Or le général Marshall déclare catégoriquement que les Etats-Unis renoncent à ce choix. Il dit en substance à l'Europe : votre opinion publique a paru redouter que nous offrions notre aide à telle nation tandis que nous la refuserions à telle autre, selon nos propres desseins, égoïstes, suivant qu'on aurait subi ou rejeté nos conditions politiques. Eh bien ! que l'Europe se charge elle-même du travail préparatoire ; qu'elle établisse elle-même un plan général de répartition, de distribution, d'emploi. Nous, Américains, n'excluons et n'imposons d'avance personne. C'est vous qui déciderez. Êtes-vous cette fois convaincus de notre désintéressement ?

J'étais parvenu à la même conclusion – les lecteurs du *Populaire* n'ont pas eu le temps de l'oublier – dans une suite d'articles récents. Je ne puis que me féliciter et me flatter de cette coïncidence. Oui, le seul moyen de dissiper les appréhensions et de désarmer les méfiances, le seul moyen de conférer à l'action de secours américaine son véritable sens, sa véritable dignité, était de la hausser sur le plan international ou tout au moins – comme l'a fait le général Marshall – sur le plan d'une collectivité européenne. On objectera une fois de plus : l'Europe ? c'est entendu. Mais l'Europe, qu'est-ce que cela signifie, qui est-ce que cela comprend ?... Dans son article de samedi, l'éditorialiste du *Monde* soulevait tout naturellement la difficulté d'autant plus réelle, ajoutait-il, que les Etats-Unis ne demandent pas simplement un inventaire, un catalogue des besoins, mais un plan : qu'il ne s'agit pas, pour répondre à leur appel, de fournir l'addition des différentes demandes nationales, mais de les ajuster, de les coordonner, bref, de dresser pour l'Europe entière les projets d'ensemble de l'aide immédiate et de la reconstruction. Qui prendra l'initiative de la réponse et de la mise en train, interrogeait notre confrère ? Une petite puissance, comme la Belgique ou la Hollande ? La Grande-Bretagne ? La France ?

Rien ne serait plus convenable, plus digne, plus noble qu'une initiative française. Toutefois, je persiste à penser que la solution la meilleure reste celle à laquelle j'aboutissais dans la série d'articles à laquelle je viens de faire allusion. Une heureuse chance veut qu'il existe déjà un organisme de caractère international, dans lequel tous les Etats d'Europe appartenant à l'O.N.U. sont groupés et où les Etats-Unis figurent également : je veux dire la Commission Economique Européenne de Genève, définitivement constituée depuis quelques semaines. L'établissement d'un plan européen entre naturellement dans sa mission, dans sa spécialité ; sa composition, sa liaison organique avec l'O.N.U. répondent à toutes les difficultés et concilient tous les avantages. Quand on demande : qu'est-ce que l'Europe ? nous pouvons donc légitimement répondre : l'Europe, en pareille matière, se nomme la Commission Economique Européenne. C'est à elle qu'il appartient de répondre à la suggestion américaine ; c'est à elle que revient de plein droit l'initiative de la mise en train et la direction du travail. Qu'elle s'en saisisse donc spontanément ! Et s'il se peut, que la Conférence économique internationale qui siège en ce moment à Zurich l'y invite ! Tel est, pour conclure mon double vœu.

[...]

